Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Les-amis-de-la-Terre-ont-l-oeil-sur-Valduc

6 février 2014

Les amis de la Terre ont l'oeil sur Valduc

Communiqué des Amis de la Terre :
Conférence « Les armes atomiques, Valduc, quelles implications pour les citoyens ? Pour les riverains ? » Quetigny, salle Mandela – 31 janvier 2014

Source : Infos-Dijon

https://infos-dijon.com/?p=366788

A l'appel des Amis de la Terre Côte d'Or, soutenus par le collectif Sortir du nucléaire21 et Quetigny environnement et avec l'apport du Mouvement pour la paix, une conférence s'est déroulée vendredi 31 janvier au soir sur les armes atomiques, leur dangerosité et les aberrations de la prétendue dissuasion nucléaire. S'en est suivi un débat sur les risques pour les populations autour de Valduc, lieu où sont élaborés et entretenues les armes nucléaires.

Un expert du nucléaire, militant pour la paix

Près de 200 personnes ont écouté Dominique Lalanne, directeur de recherche CNRS en physique nucléaire. Depuis le début de sa carrière, il est un actif militant pour la paix et le désarmement nucléaire. De par son expertise, il a pris conscience très tôt des risques que fait peser l'arsenal nucléaire sur l'humanité et il s'est investi dans des associations à l'échelle nationale comme internationale : le GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), la Maison de Vigilance, Armes nucléaires STOP, le Mouvement de la paix. Il participe aux réunions du Traité de non-prolifération à l'ONU et à la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN). Il est aussi membre du Comité de coordination international d'Abolition 2000, réseau qui regroupe plus de 2000 ONG pour le désarmement nucléaire.

Le désarmement nucléaire, un enjeu humanitaire fondamental

Dominique Lalanne a rappelé l'existence à travers le monde de 1800 bombes atomiques en état d'alerte, c'est-à- dire prêtes à être lancées en un délai de 15 minutes (la France en compte 96). Il a sur cet aspect cité le constat répété, par des personnalités telles que John Kennedy en 1961 ou Georges Le Guelte, expert géostratégique du CEA en 2009, qu'une guerre nucléaire pourrait survenir

sur la base d'une erreur ou d'une méprise telle que l'interprétation faussée d'un signal radar. Il a expliqué que nous sommes passés à côté de telles catastrophes à plusieurs reprises… Il a fait émerger la notion de désarmement nucléaire comme un enjeu humanitaire fondamental, de par l'immensité des conséquences qu'une explosion nucléaire engendrerait. Dans le couloir du Rhône par exemple, l'explosion d'une bombe atomique aurait des conséquences bien au-delà de l'explosion elle-même. Elle provoquerait des désastres supplémentaires, sur les sites industriels à haut risque et notamment les centrales nucléaires : en détruisant les systèmes électriques, il n'y aurait plus de système de refroidissement des réacteurs. Une telle éventualité rapproche de nous le spectre de la catastrophe de Fukushima…

Le fonctionnement des bombes atomiques a été expliqué finement : l'utilisation du tritium, les missions du CEA Valduc dans la maintenance des bombes, les activités en projet dans le cadre de l'accord franco-anglais Teutates (projet Epure). Ce dernier prévoit la mutualisation de moyens avec l'Angleterre pour analyser et améliorer le fonctionnement des bombes, en photographiant en 3D des mécanismes d'explosion. Ce projet nécessite la construction d'une installation sophistiquée avec un budget de l'ordre de 3 milliards d'euros. Nul doute que ces activités en projet vont accroître l'impact environnemental de l'activité du site de Valduc.

Valduc, lieu de maintenance de la bombe nucléaire et source d'inquiétude

La conférence a suscité de nombreuses questions et interventions. Les témoignages de simples citoyens, de militants associatifs ou de maires de communes plus ou moins éloignées du site de Valduc, ont apporté la démonstration de la difficulté à obtenir des informations, tant sur les niveaux des pollutions radioactives liées à l'activité de Valduc, que sur leurs conséquences pour la santé. Il a été fait état de maisons dans le secteur de Valduc, abandonnées par leurs habitants suite au constat de fortes contaminations radioactives, ensuite proposées comme relogement à des familles en difficultés financières. Le silence des maires a été évoqué en lien avec l'idée que le CEA subventionnait leur commune. Un ancien maire d'une commune située à 20 km de Valduc a objecté ce fait en invitant à venir vérifier les comptes des communes. Il a également expliqué qu'aucune information sur les activités de Valduc et les enjeux en termes de tritium dans l'eau par exemple, ne lui avait jamais été donnée. Un autre maire d'une commune proche de Valduc a déclaré que les seules retombées qu'il avait dans sa commune étaient … radioactives ! Le débat a également donné lieu à l'interpellation, par le public, des deux personnes salariées de la SEIVA (Structure d'Echange et d'Information sur Valduc) présentes dans la salle. Ces personnes ont alors souligné le manque de moyens financiers. En effet la SEIVA souhaiterait mettre en place une étude épidémiologique, qui prenne en compte la dispersion des vents autour du site du CEA, et qui soit établie sur une population pertinente. Le témoignage de la SEIVA a aussi fait état de sa grande difficulté à la mise en place, par une structure indépendante, d'un réseau de mesures de radioactivité dans l'environnement de Valduc (1). La seule étude indépendante disponible actuellement date de 1996 !

Manque de moyens pour mieux connaître les conséquences de l'activité du CEA de Valduc ?

Le débat s'est prolongé par des échanges au sein même du public, l'assistance était unanime sur l'intérêt de cette rencontre. La conférence a suscité une prise de conscience sur les enjeux du désarmement nucléaire. Elle a fait émerger la nécessité que les pouvoirs publics attribuent de véritables moyens pour mieux connaître les conséquences de l'activité de Valduc (pollution environnementale, conséquences sanitaires), pour protéger les populations concernées, au-delà de l'actuel rayon « de sécurité » de 6 km autour du site. Il revient à l'Etat (Autorité de sureté nucléaire), au Conseil régional, au Conseil général, aux deux sénateurs de Côte d'Or concernés (actuellement MM Rebsamen et Houpert), aux maires des communes concernées par les retombées atmosphériques, de trouver les financements appropriés.

Pour nous contacter : amisdelaterre21@gmail.com

Pour plus d'informations :

- https://www.amisdelaterre.org/Cote-d-or.html https://www.sdn21.org
- https://armesnucleairesstop.org

(1) *renseignement pris sur le site de la SEIVA : avec un budget de 57 000 €, la structure est principalement financée par l'Autorité de sûreté nucléaire (24k€) et le Conseil Général de côte d'Or (20k€) et soutenue par le CEA (5k€) et quelques communes comme Dijon (1k€) ou Lery (0,1k€). Ses frais de fonctionnement (principalement charges salariales) représentent 42k€, les budgets relatifs la communication totalisent 10k€ à comparer avec le budget analyses s'élevant à 3,5k€ (source budget prévisionnel publié dans le CR de l'AG de la SEIVA de décembre 2013).*